



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET D'INDRE-ET-LOIRE

### PRÉFECTURE

#### DIRECTION DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE L'AMÉNAGEMENT

Bureau de l'aménagement du  
territoire et des installations classées

Affaire suivie par :

Jean-Marie MILLET

☎ : 02.47.33.12.47

Fax direction : 02.47.64.76.69

Mél : jean-marie.millet@indre-et-  
loire.gouv.fr

H:\dcte3ic4\icpe\ap\_et\_rd\auto\arrêté\  
arrete everite lcsa sup.odt

## ARRÊTÉ

**portant institution de servitudes d'utilité publique  
sur le site précédemment exploité  
par la société EVERITE  
au lieu-dit «Le Peu des Boires» à La Celle-Saint-Avant**

**N° 18898**

(référence à rappeler)

**Le Préfet d'Indre-et-Loire, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,**

**VU** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 515-8 à L. 515-12 et R. 515-24 à R. 515-31,

**VU** les arrêtés n° 237 du 26 décembre 1978 et 344 du 11 juillet 1984 délivrés par le sous-préfet de Loches à la société EVERITUBE pour l'exploitation et l'extension d'une décharge de déchets amiantés située au lieu-dit «Le Peu des Boires» à La Celle-Saint-Avant,

**VU** l'arrêté n° 472 du 18 février 1988 délivré par le sous-préfet de Loches à la société EVERITE SA en vue de l'agrandissement de la décharge susvisée,

**VU** les arrêtés complémentaires n° 12962 du 9 février 1989, 13361 du 1<sup>er</sup> juillet 1991 et 13785 du 23 février 1993 délivrés à la société EVERITE SA pour le site susvisé,

**VU** le dossier de demande de servitudes d'utilité publique déposé le 20 octobre 2002 par la société EVERITE pour le site de l'ancienne décharge de déchets amiantés exploitée au lieu-dit «Le Peu des Boires» à La Celle-Saint-Avant,

**VU** les avis exprimés au cours de la consultation administrative,

**VU** les avis exprimés au cours de l'enquête publique qui s'est tenue du 20 juin au 30 juillet 2010,

**VU** le mémoire en réponse de l'exploitant et du maire de la commune concernée, aux observations formulées au cours de l'enquête publique,

**VU** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 27 août 2010,

**VU** l'avis et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 27 septembre 2010,

**VU** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques émis lors de sa séance du 21 octobre 2010,

**CONSIDERANT** le confinement de déchets amiantés en différentes zones du site,

**CONSIDERANT** qu'il convient d'assurer la pérennité dudit confinement en évitant toute érosion des sols et envois de poussières d'amiant,

**CONSIDERANT** qu'à cette fin il convient de réglementer l'usage du sol et du sous-sol,

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> – Définition des zones sur lesquelles partent les servitudes d'utilité publique**

Il est institué des servitudes d'utilité publique sur la totalité du site exploité initialement par la société EVERITUBE devenue ensuite EVERITE, à La Celle-Saint-Avant.

Les terrains concernés par ces servitudes sont situés sur les parcelles suivantes de la commune de La Celle-Saint-Avant, au lieu-dit «Le Peu des Boires» :

Parcelles	Surface totale
868	14a 80ca
870	10a 70ca
873	16a 40ca
874	23a 85ca
877	43a 60ca
879	40a 80ca
880	42a 80ca
1261	27a 63ca
1262	42a 08ca
1263	41a 59ca
1272	17a 78ca
1273	35a 37ca

Sur les plans dénommés «Plan d'identification des parcelles» et «Localisation des zones amiantées», joints au présent arrêté, figurent les parcelles concernées par ces servitudes et renseignent sur la nature des terrains résiduels après exploitation de la décharge :

- terrains non souillés et résidus de type amiante-ciment,
- remblais récents avec déchets de construction, sans déchets d'amiante-ciment,
- remblais contenant des déchets d'amiante-ciment.

Les servitudes proposées sur cette parcelle concernent l'utilisation du sol ainsi que l'exécution de travaux soumis aux dispositions du code de l'urbanisme, et consistent en des délimitations, interdictions ou obligations définies par les articles 2 et 3 du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 – Contraintes applicables**

Sur les terrains situés sur les parcelles mentionnées à l'article ci-dessus, les constructions ou occupations des terrains pour des activités à «usage sensible» (au regard des pollutions des sols sur le site) suivants sont interdits :

- les habitations,
- les écoles, les aires d'agrément ou de jeux d'enfants,
- le camping ou le caravanning,
- la culture des sols ou l'élevage d'animaux,
- tous lieux dont la vocation est d'accueillir des personnes sensibles.

Sur ces terrains, la destruction de l'ouvrage de surveillance du site (piézomètre de contrôle) est interdite.

### **ARTICLE 3 – Obligations**

Les parcelles incluses dans le présent règlement de servitudes sont clôturées sur la partie extérieure du site par un grillage de 2 mètres de haut renforcé pour limiter l'accès, chaque propriétaire dispose d'un accès spécifique à sa parcelle au moyen d'un portail cadénassé au minimum.

Aucun déchet contenant de l'amiante ne doit être présent à moins de 0,30 mètre de la surface du sol et lesdits déchets sont maintenus en permanence recouverts de terre végétale ou meuble.

Sont interdits :

- l'exécution de travaux de terrassement ou d'affouillement,
- l'exécution de forage,
- la construction de bâtiments afin de pouvoir, éventuellement, réintervenir en cas de nécessité sur les zones remblayées avec des déchets.

En outre, sur ces parcelles, toute nouvelle plantation d'essences d'arbres ou d'arbustes à haute tige ou racines susceptibles d'atteindre les matériaux amiantés ou d'altérer le confinement de l'amiante est interdite.

De plus, la destruction des ouvrages de confinement (couverture, talus, périphériques clôturés en pied de talus, etc.) et des ouvrages de surveillance du site (piézomètre, borne) est interdite.

#### **ARTICLE 4**

Les présentes servitudes ainsi que tous les éléments qu'elles comportent ne pourront être levés que par suite de la suppression des causes les ayant rendues nécessaires ou à l'issue d'études particulières après demande auprès du préfet et sur le rapport du service de l'inspection des installations classées

#### **ARTICLE 5**

Si les parcelles visées à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté font l'objet d'une mise à disposition à un tiers (exploitant, locataire) à titre gratuit ou onéreux, le propriétaire s'engage à notifier lesdites servitudes aux occupants en les obligeant à les respecter. Le propriétaire informe le préfet et l'inspection des installations classées des éventuels changements d'occupation ou de propriété des parcelles susvisées.

#### **ARTICLE 6**

Les dispositions du présent arrêté peuvent être modifiées à la demande de l'exploitant, de la mairie ou d'un propriétaire d'une parcelle concernée par les servitudes ou encore dans le cadre d'un projet d'intérêt général (PIG) par une personne morale ayant qualité pour bénéficier d'une expropriation. A cet effet, une demande doit être adressée au Préfet accompagnée d'une étude de danger démontrant que les modifications proposées, accompagnées le cas échéant de mesures compensatoires (remblais supplémentaires avec des matériaux inertes...) n'affectent pas les principes de sécurité et le niveau de protection initiaux mentionnés dans le dossier de demande d'établissement de servitudes d'utilité publique.

Si le préfet estime, après avis de l'inspection des installations classées, que les modifications sont de nature à entraîner des dangers ou inconvénients mentionnées à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ou si des règles de servitude plus contraignantes ou s'étendant sur des périmètres plus importants que précédemment s'avèrent nécessaires, le préfet invite le pétitionnaire à déposer un dossier de demande conforme à l'article R. 515-27 du code de l'environnement, soumis aux procédures prévues par les articles R. 515-24 à R. 515-31 dudit code.

#### **ARTICLE 7**

Si l'institution des servitudes énoncées aux articles 2 et 3 du présent arrêté entraînent un préjudice direct, matériel et certain, elle ouvre droit à une indemnité au profit des propriétaires, des titulaires des droits directs ou de leurs ayants droit. Les modalités d'indemnisation sont celles prévues par l'article L.515-11 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 8**

Les dispositions des arrêtés n° 237, 344 et 472 susvisés, délivrés par le sous-préfet de Loches, sont abrogées.

#### **ARTICLE 9**

Le présent arrêté sera notifié au maire de La Celle-Saint-Avant et annexé au plan d'occupation des sols de cette commune dans les conditions prévues à l'article L.126-1 du code de l'urbanisme.

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant ainsi qu'aux propriétaires concernés. Au cas où un propriétaire d'une parcelle ne pourrait être atteint, la notification sera faite, soit à son mandataire, soit au gardien de la propriété ou, à défaut, au maire de la commune sur le territoire de laquelle se trouve celle-ci.

Dans ce dernier cas, la notification sera affichée à la mairie pendant une durée d'au moins 1 mois et cette opération sera certifiée par une attestation du maire, qui la transmettra au préfet d'Indre-et-Loire.

Le présent arrêté sera affiché à la mairie de La Celle-Saint-Avant pendant une durée d'au moins un mois, et il sera justifié de cette formalité par un certificat du maire qui l'adressera au préfet.

#### **ARTICLE 10**

Délais et voie de recours : le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif (article L.514-6 du code de l'environnement) :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

#### **ARTICLE 11**

La secrétaire générale de la préfecture, le maire de La Celle-Saint-Avant, et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

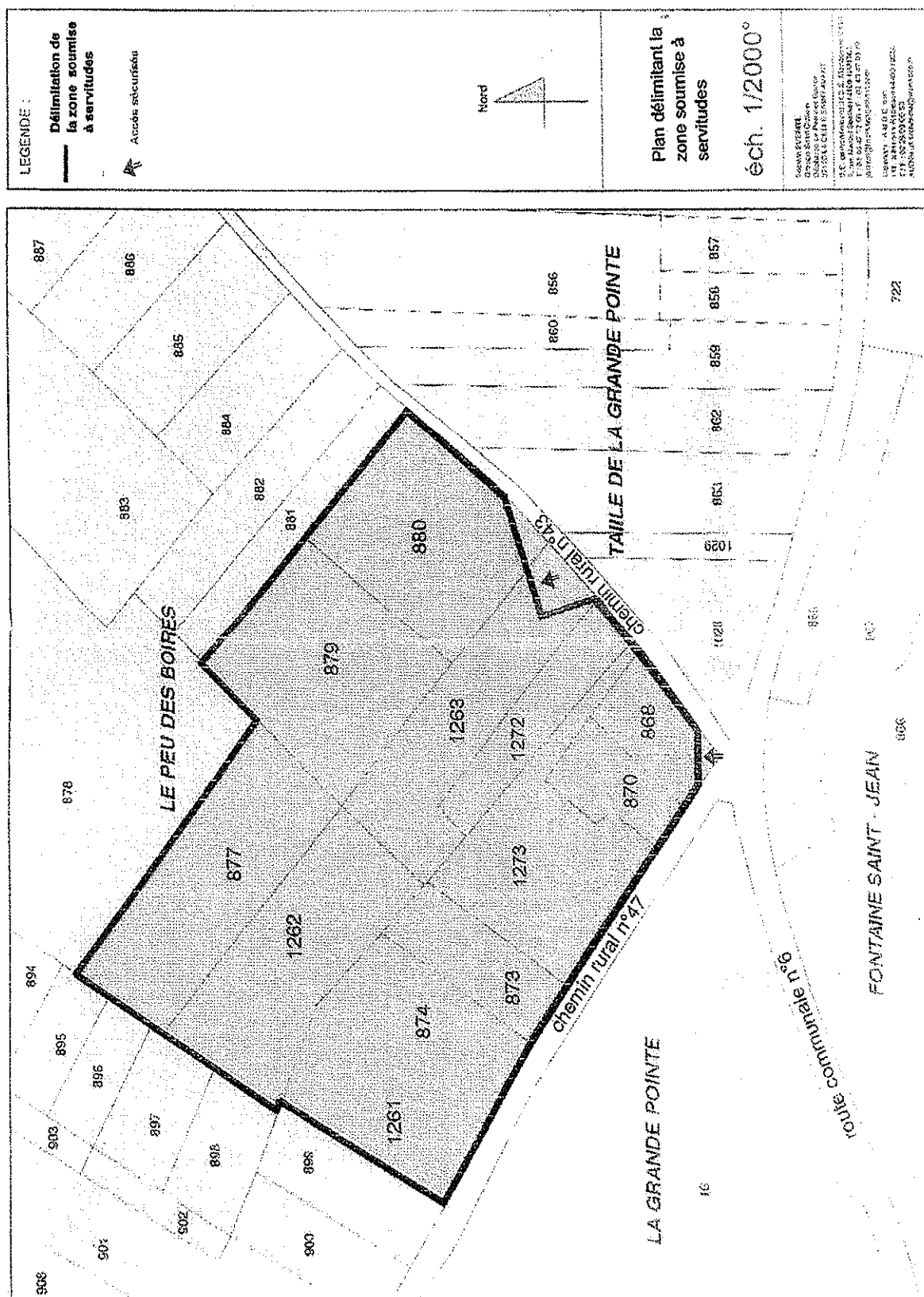
Fait à Tours, le 08 NOV. 2010

Pour le Préfet et par délégation,  
la Secrétaire générale,

Christine BROSSIMON



# **Plan d'identification des parcelles concernées par les servitudes**



## Localisation des zones amiantées

